

actifs et retraités

N°33 – printemps 2018 – 5 €



Ensemble & Solidaires

Union nationale des retraités et personnes âgées

HISTOIRE

Mai 68 : souvenirs, souvenirs

p. 18-19

DOSSIER

Les fractures territoriales de la France

p. 9-13

EN ACTION

Souscription nationale pour le CSV

p. 6



Fractures territoriales : c'est grave, docteur ?



© Lasserre / Iconovox

France urbaine versus France rurale ? L'opposition est-elle si simple, alors que de plus en plus de territoires ruraux vivent sous influence urbaine et qu'il est possible d'habiter à la campagne et de travailler en ville ? La double vision d'une France des villes qui concentrerait emploi, richesses et qui profiterait de la mondialisation, d'une part, d'une France des campagnes, privée de tout et touchée par la fermeture des bureaux de poste et des tribunaux de proximité, d'autre part, est-elle pertinente ? Ce dossier vous propose un rapide tour d'horizon des fractures qui traversent l'Hexagone.

Dossier rédigé par Isabelle Friedmann.



Peut-on toujours parler de Paris et du désert français ?

Popularisée suite à la sortie en 1947 du livre du géographe Jean-François Gravier, l'expression « Paris et le désert français » revient par cycle dans les analyses des géographes et économistes. Est-elle toujours d'actualité ? Quelles projections les pouvoirs publics prévoient-ils ?

Le tableau d'une capitale, îlot urbain au milieu d'un océan rural, dépeint après guerre, a quelque peu évolué depuis 70 ans. Certes, Paris reste la seule métropole d'ampleur internationale de l'Hexagone, mais elle a vu éclore et se développer, au cours des dernières décennies, des métropoles régionales attractives. De Lille à Nice, de Toulouse à Lyon, la France compte aujourd'hui 15 aires urbaines de plus de 500 000 habitants, qui hébergent 40% de la population française. Au total, ce sont même 22 villes qui sont devenues métropoles, au terme de la réforme des collectivités territoriales de 2010, qui érige au rang de métropole tout territoire de plus de 400 000 habitants.

Un ensemble homogène ?

Ces unités urbaines forment-elles pour autant un ensemble homogène, bénéficiant de la croissance et de la mondialisation, quand les territoires périphériques en seraient exclus, selon la thèse défendue pendant la dernière campagne présidentielle par le géographe Christophe Guilluy¹ ?

La situation n'est sans doute pas si caricaturale : tandis que certaines métropoles ont le vent en poupe, en termes de croissance démographique et de création d'emploi, comme Rennes, Nantes, Bordeaux, Toulouse et Lyon, d'autres déclinent au contraire, telles Douai-Lens, Rouen, Strasbourg, Nice ou Toulon. Ces disparités recouvrent en partie une fracture bien ancrée depuis la crise industrielle, entre le nord-est et le centre du pays, qui connaissent un fort déclin, tandis que le sud et l'ouest sont plus dynamiques. Une crise industrielle qui aurait été plus ou moins bien gérée selon les territoires : « Ce tiers nord-est n'a pas perdu plus d'emplois industriels que d'autres parties du territoire, expliquait en mai 2017 Laurent Davezies², professeur au CNAM. N'ayant pas réussi à reconstituer des emplois dans de nouveaux secteurs, il a loupé le virage de la mondialisation. »

70% des créations nettes d'emplois privés ont été enregistrées dans les métropoles, entre 2007 et 2014. (source : France stratégie)

Les 22 métropoles françaises

Le passage de 22 à 13 régions s'accompagne d'une augmentation de 15 à 22 du nombre des métropoles régionales : 7 nouvelles métropoles viennent en effet enrichir le paysage territorial : Clermont-Ferrand, Dijon, Metz, Orléans, Saint-Étienne, Toulon et Tours rejoignent ainsi Nice, Aix-Marseille, Bordeaux, Brest, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Nantes, Paris, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse et Nancy, dans le cercle fermé des métropoles françaises. ■

« Contrairement à une idée reçue, c'est l'Île-de-France, et avant tout Paris et sa couronne, qui a vu le poids relatif de l'industrie décliner le plus fortement, mais l'Île-de-France s'est massivement réorientée vers les services à haute valeur ajoutée, alors que le nord et l'est connaissent un déclin économique significatif » confirme une étude de France Stratégie³. Quelles que soient les raisons invoquées, les inégalités demeurent et touchent une large frange de la population, habitants des métropoles ou non. Quelles sont aujourd'hui les décisions politiques prises pour corriger ces décrochages ? Plan très haut débit et création de maisons de services publics suffiront-ils ? Les orientations évoquées par France stratégie ne semblent pas dessiner les contours d'un avenir territorial plus équilibré : tournée vers plus d'investissements dans les grandes métropoles, pour développer les infrastructures, la recherche et l'innovation, la politique d'aménagement du territoire semble surtout obnubilée par l'idée de faire de Paris une ville-monde. Quel qu'en soit le prix à payer par ses habitants, en termes de pollution, de stress et de violence urbaine, quel qu'en soit aussi le prix à payer par les habitants des déserts français. ■

1/ Le crépuscule de la France d'en haut, Flammarion, 2016

2/ entretien de Laurent Davezies à Médiapart, le 11 mai 2017

3/ France stratégie, 2017/2017, *Dynamiques et inégalités territoriales*, juillet 2016

« Un autre regard »

Des services publics disparaissent mais d'autres formes émergent

Rencontre avec **Daniel Béhar**, géographe, professeur à l'École d'urbanisme de Paris et consultant à la coopérative Acadie



La principale fracture qui touche le territoire français, aujourd'hui, oppose-t-elle les grandes métropoles aux campagnes ?

S'il y a une fracture aujourd'hui, c'est une fracture géographique, qui oppose le nord et l'est de la France au reste du pays. La France anciennement industrielle vit une forme de souffrance et de désaffectation, alors que la France de l'ouest et du sud est attractive.

Cette fracture recouvre toutes les strates, elle concerne aussi bien les campagnes et les petites villes que les grandes villes. Strasbourg, Lille ou Rouen n'enregistrent ainsi pas de bons résultats.

Le deuxième phénomène que je note révèle des fractures en cascade : les territoires sont de plus en plus en lien entre eux, mais au milieu de ces interdépendances, il y a des décrochages, y compris au sein des métropoles les plus dynamiques. La métropole parisienne compte par exemple des territoires qui souffrent, et, même en Seine-Saint-Denis des îlots de gentrification cohabitent de façon très proche avec des territoires très populaires. Au-delà de la grande fracture nord-est, il y a donc des fractures en cascade.

« Le misérabilisme du rural est un mythe, le rural ne s'est jamais autant repeuplé que depuis 20 ans »

Le différentiel d'attractivité que vous évoquez entre la France du nord-est et celle du sud et de l'ouest est-il exclusivement lié au potentiel économique des territoires et à leur capacité à créer de l'emploi ?

Au 19^e et 20^e siècle, le moteur était industriel, mais aujourd'hui ce sont les ménages qui sont le moteur de la répartition de la population. Les ménages se déplacent pour aller chercher le soleil, pour s'installer sur les littoraux, et c'est leurs déplacements qui créent de l'attractivité. L'emploi suit les populations. Ce qui a conditionné ces déplacements depuis 20 ans, c'est l'égalité d'attractivité des territoires, grâce au déploiement du réseau TGV : le redécoupage de Nantes dans les années 1990, alors même que la ville se relevait à peine de la fin des chantiers navals, est ainsi lié au TGV. C'est ce qui fait que la ville est redevenue attractive pour habiter.

L'équipement numérique des territoires peut-il constituer une opportunité de réduction des fractures territoriales ?

Le numérique aide aujourd'hui au fantastique développement du rural. Le misérabilisme du rural est un mythe, le rural ne s'est jamais autant repeuplé que depuis 20 ans ! Certes, certains services publics disparaissent, mais de nouvelles formes émergent : la poste s'installe par exemple dans les supermarchés, ce qui est plus pratique pour les gens. Les commerces ferment, parce que les gens vivent autrement et pra-

tiquent une forme de zapping territorial ! On habite aujourd'hui le rural très différemment d'autrefois. La culture des terroirs, avec un rapport très fort au sol, est derrière nous, on assiste depuis 20 ans à un changement de modèle : on vit dans des archipels, dont les différents points sont reliés les uns aux autres, si bien qu'on ne consomme plus là où on habite, mais dans la grande ville d'à côté. Notre rapport au territoire a profondément changé, on est passé du bassin à l'archipel, de la proximité à l'accessibilité.

La mobilité a-t-elle transformé notre rapport au territoire ?

Nos représentations du territoire ont évolué, car il n'est plus seulement vécu par ceux qui y habitent, mais aussi par ceux qui y consomment, y travaillent ou y viennent seulement pour les loisirs. Les enquêtes montrent que les Franciliens quittent l'Île-de-France en moyenne 1 jour sur 4 ; ils consomment donc ailleurs, eux aussi. Si l'Île-de-France concentre un tiers du PIB français et seulement un quart des revenus distribués, la différence représente ce que les Franciliens consomment ailleurs. On n'est donc plus du tout dans un modèle de type « Paris et le désert français ». Même quand on habite des communes rurales, on habite dans des communes sous influence urbaine : si 20% des français habitent des communes rurales, 95% vivent sous influence urbaine. L'interdépendance avec la ville est totale. Comme tout changement, cette mutation déstabilise. ■